

2 Politique

Mesures présidentielles du 31 décembre 2017

Ça frétille autour d'Issoze Ngondet

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Hier, à la Primature, il était question pour le chef du gouvernement et les membres de son équipe de faire l'état d'avancement des dossiers à travers des éventuelles conventions, les plans de financement et de communication. Cette réunion intervenait quelques jours après la sortie du chef de l'Etat qui avait demandé, sur un ton ferme, au gouvernement de passer à "l'action" pour rendre concrètes les mesures annoncées.



Photo : F.M.Mombo

Le Premier ministre n'entend tolérer aucun manquement dans l'exécution de ces mesures.



Photo : F.M.Mombo

Les différents acteurs autour du PM pour faire l'état du niveau d'avancement des dossiers.

SUITE à des mesures annoncées par le chef de l'Etat, le 31 décembre dernier, le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a réuni, hier les ministères concernés. Entre autres, Le ministre d'Etat en charge de la protection sociale, Paul Biyoghe Mba, les ministres Régis Immongault de l'Economie, Madeleine Berre des Investissements, Nadine Patricia Anguile de l'Education nationale, les responsables de l'Agence nationale des grands travaux et infrastructures (ANGTI), etc.



Photo : F.M.Mombo

Les ministères techniques penchés sur les mesures présidentielles.



Photo : F.M.Mombo

Les responsables de certaines administrations lors de la réunion avec le PM.

Sur la table des discussions, deux mesures dites d'urgence notamment, la réhabilitation des établissements primaires et, le lancement de la gratuité des frais d'accouchement sur toute l'étendue du territoire national notamment dans les structures publiques. Avec les détenteurs desdits portes-feuilles, Emmanuel Issoze Ngondet a tenu à faire l'état d'avancement de ces dossiers et, les plans de financement et de communi-

cation. S'agissant de la première mesure, le chef du gouvernement a souhaité une meilleure coordination entre le ministère de l'Education nationale et l'ANGTI, maître d'ouvrage délégué. Aussi, a-t-il relevé que la célérité et le respect des procédures sont des éléments "importants" à prendre en compte conformément aux instructions du chef de l'Etat. A cet effet, l'appel d'offres qui sera lancé le 14

mars 2018 doit tenir compte des délais d'exécution "assez réduit". En faisant référence au code des marchés, il a été demandé qu'un décret soit pris au "plus vite" pour permettre de réduire les délais de soumission desdits appels d'offres. A noter que sur les 782 écoles répertoriées, 663 ont déjà été visitées et évaluées. A propos de la gratuité des frais d'accouchement, il ressort que tout ou presque

semble être prêt pour le lancement effectif dans un premier temps, à Libreville. Reste à affiner, la prise en charge des grossesses pathologiques et la disponibilité des couveuses dans certains établissements, notamment à l'intérieur du pays. Il a été signifié que les kits d'accouchement sont déjà disponibles dans un espace de stockage. Le chef de département de la Santé a d'ailleurs invité Emmanuel Issoze Ngondet à le vi-

siter. Il a été révélé, au cours de ce tour de table que la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) aurait pré-financé une partie liée à la logistique notamment, les kits hospitaliers et le matériel médical pour une durée de trois mois (soit 684 millions F.CFA déjà décaissés !). Rappelons que dans le cadre de la lutte contre les grossesses précoces, les

filles enceintes de moins de 18 ans ne sont pas concernées par ladite mesure. Un numéro vert a été mis en place afin de dénoncer "les abus" qui seraient constatés dans les établissements sanitaires publics. Enfin, le Premier ministre a dit attacher du prix à la concrétisation des mesures présidentielles et ne tolérerait par conséquent aucun manquement ou retard supplémentaire dans l'exécution de ces dossiers.

Tribune des Partis politiques

UPG : troubles en eau profonde

UN seul être vous manque et tout est dépeuplé. Depuis le décès brutal de son charismatique leader Pierre Mamboundou Mamboundou, survenu le 15 octobre 2011, l'Union du peuple gabonais (UPG) est sans cesse secouée par de fortes turbulences. Obligeant ainsi de nombreux militants à quitter le bateau. En effet, les assauts se répètent pour débarquer l'ancien ministre d'Etat, Mathieu Mboumba Nziengui, de la présidence de cette écurie politique dite de l'opposition modérée. Mais, en vieux roulard, il ne rompt pas. Ce qui agace profondément ses contempteurs. Essentiellement des cadres du parti, qui l'accusent ouvertement, à tort ou à raison, de contribuer par son "attitude détachée et ses positions tran-

chées" à saborder leur bel héritage politique. Combinant à cela, le reproche qui lui est également fait de gérer ce label politique – qui figurait naguère dans le quinté des meilleures formations politiques du pays – comme une affaire personnelle. Ses décisions étant souvent prises, apprend-on, à rebours des statuts qui constituent pourtant la boussole d'une formation politique. De sorte que, près de sept ans après la disparition de "Pierrot", l'UPG continue d'être secouée par des séismes de forte magnitude. Déroutant ainsi, dans la foulée, le peu des militants qui pensaient, qu'à l'usure du temps, leurs hiérarchies politiques parviendraient à taire leurs querelles et à contenir leurs ego pour se consacrer à l'essentiel : la survie

du parti. Pourtant le mal persiste. Rongeant sournoisement de l'intérieur l'UPG. Tel un cancer. Au grand dam des militants de base, désormais convaincus de ce que les fleurs du mal, qui s'épanouissent intra-muros, les unes aussi nocives que les autres, finiront par empoisonner une sphère politique qui n'a d'ailleurs plus rien de noble que le nom. Si tant est que, la tour est certes difficile à prendre au frangin de feu Doukaka Nziengui Moukouaty, mais au vu des affrontements répétés, il est dorénavant connu, de notoriété publique, que l'UPG a depuis longtemps perdu de sa superbe. Les stigmates laissés par Moukagni-Iwangou, David Mbadinga, Bonaventure Nzigou Manfoumbi, Pélagie Itsana, Dr Mourou et au-

tres qui ont fini par lâcher prise, ont profondément marqué le parti. Du coup, les mêmes causes produisant les mêmes effets, c'est au tour des "Mamboundouistes" – un courant mené par un jeune loup appelé Titus Koumba – de faire entendre aujourd'hui leurs voix. Levant ainsi, à dessein, le lièvre pour déplorer et dénoncer, à leur manière, la "gouvernance approximative et anachronique" de leur président. Un signe supplémentaire qui démontre, à bien des égards, que l'UPG n'a pas fini avec ses divisions internes. En son temps, suite à une plainte, une sommation avait été faite à Jean De Dieu Moukagni-Iwangou de cesser tout trouble au bon fonctionnement de ce parti. Et avec lui tous les autres "Loya-

listes". Toute chose qui a certainement fait croire à l'actuel locataire du siège d'Awendjé, qu'il pouvait dormir désormais sur ses lauriers ? C'est tout comme ! Eu égard à la passivité qui semble s'être invitée dans le fonctionnement de ce parti. Pour preuve, en attendant toujours ce sursaut paternaliste du président Mboumba Nziengui qui aurait pour effet bénéfique de réarmer le moral des troupes en berne, il se conseille plutôt la plus grande prudence. Redoutant un échec qui pourrait s'avérer fatal. Pourtant, pour reprendre Louis XIV, "Pour venir à bout des choses, le premier pas est d'oser et de les croire possibles". C'est peut-être l'attitude à adopter pour sortir l'UPG des eaux troubles.

Par Christian G. KOUIGA